

LE NUCLÉAIRE EN CRISE

Tensions autour de la Corée du Nord et de l'Iran, 60^e anniversaire des bombardements de Hiroshima et Nagasaki, 20^e anniversaire de la catastrophe de Tchernobyl, Prix Nobel de la Paix 2005 attribué à l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Le nucléaire, qu'il soit civil ou militaire, est au cœur de l'actualité. Mais en quoi interroge-t-il les organisations de solidarité internationale ?

LA TENSION MONTE

Soixante ans après les tragédies d'Hiroshima et de Nagasaki, la communauté internationale peine encore à limiter et éliminer les armes nucléaires.

PAR CÉLINE FRANCIS | GROUPE DE RECHERCHE ET D'INFORMATION SUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ (GRIP)

NEUF ETATS sont aujourd'hui dotés de l'arme nucléaire : la Chine, les Etats-Unis, la France, le Royaume-Uni, la Russie, la Corée du Nord, l'Inde, Israël et le Pakistan. Si ce nombre n'est pas plus élevé, c'est grâce au Traité de non-prolifération (TNP) adopté en 1968, à l'époque où les cinq premiers pays cités possédaient déjà à eux seuls quelque 38 600 têtes nucléaires. En échange de l'abandon de toute ambition dans ce domaine, les pays non nucléaires recevaient le droit de jouir de l'énergie atomique à des fins civiles. De leur côté, les pays nucléaires s'engageaient à négocier en toute bonne foi leur désarmement.

Aujourd'hui, deux pays sont pointés du doigt comme étant susceptibles de fragiliser cet édifice : la Corée du Nord et l'Iran. En janvier 2003, la Corée du Nord a été le premier pays à décider de sortir du TNP. Deux ans plus tard, Pyong-Yang annonçait qu'il possédait l'arme atomique. De récentes négociations ont abouti à un accord de principe selon lequel le régime nord-coréen abandonnerait le nucléaire militaire en échange d'une aide économique. Mais la mise en oeuvre doit encore être discutée. L'autre mouton noir, c'est l'Iran. Signataire du TNP, elle veut posséder un cycle nucléaire complet (de la création du combustible à son utilisation dans les réacteurs) afin de produire de l'électricité de manière indépendante. Ce droit légitime est cependant mis en doute depuis que l'Agence internationale de l'énergie atomique s'est aperçue des mensonges et omissions



Mémorial de la Paix à Hiroshima

du régime iranien sur ces 12 dernières années. Comme la Corée du Nord, la communauté internationale craint que l'Iran n'en profite pour se doter du matériel nécessaire à la production de la bombe.

MULTIPLÉS TENSIONS Ces deux cas ne sont cependant pas les seules tensions qui pèsent sur le TNP. En 2003, la découverte du réseau d'A.Q. Khan, un réseau pakistanais clandestin d'exportation de technologies et de matériel nucléaires, a illustré

une nouvelle voie de prolifération. D'autre part, le non-respect des obligations des pays dotés de l'arme nucléaire¹ n'a fait qu'attiser les mécontentements.

Ces tensions se sont répercutées au niveau institutionnel. En mai dernier, la Conférence d'examen du TNP, qui se réunit tous les 5 ans, n'a pu déboucher sur aucune réforme. Parmi les pays opposés à toute avancée, l'Iran, les Etats-Unis et la France ont empêché tout renvoi à leurs obligations. Fait aggravant, aucune référence à la non-prolifération et au désarmement nucléaires n'a été faite dans la déclaration finale du Sommet de l'ONU, adoptée en septembre. Cette absence d'avancées est également le fait d'une opposition entre les pays nucléaires et les pays du Sud, pour lesquels l'énergie nucléaire pourrait devenir une nécessité. Alors que les premiers, et en particulier les Etats-Unis, demandent plus de contrôles visant à empêcher toute prolifération, les derniers réclament d'abord de la part des pays nucléaires un respect de leurs obligations de désarmer. Ils refusent d'être les seuls à tenir leurs promesses. Les risques posés par la crise du TNP sont loin d'être négligeables. Avec 30 000 têtes nucléaires dans le monde, un conflit nucléaire ne peut être exclu. Sans compter l'apparition de nouveaux réseaux illégaux qui pourraient alimenter des groupes terroristes. Si le TNP a été solide jusqu'ici, d'autres retraits pourraient lui être fatal et entraîner l'apparition de nouveaux pays nucléaires. Inchangé depuis son adoption, le TNP doit être rafraîchi et renforcé, par exemple en durcissant les modalités de retrait. Malheureusement, les Etats-Unis, en premier, privilégient de plus en plus les « coalitions de volontaires » au multilatéralisme prôné par le TNP. Une sensibilisation accrue aux risques de l'individualisme est désormais fondamentale pour éviter le pire. ||

1. A savoir leur engagement au désarmement et l'interdiction d'améliorer les armements existants